



dimanche, 12. Février 2017

SOMMAIRE Cliquez sur les titres pour lire les articles

| | |
|---|----------|
| Marché & Economie..... | 2 |
| Énergies renouvelables : « L'Algérie possède tous les atouts pour être un pays leader » | 2 |
| Importation de véhicules : Baisse à 50.000 unités en 2017 | 2 |
| SANIST 2017 : La sous-traitance, un facteur d'intégration industrielle | 3 |
| Développement durable : Les légumineuses, de puissants alliés..... | 4 |
| Le Venezuela maintient sa coordination avec l'Algérie | 4 |
| Les besoins de consommation nationale de lait sont estimés à 4,5 milliards de litres..... | 5 |
| Plus de 20 entreprises à Alger intéressées par l'utilisation de l'énergie solaire..... | 5 |
| Du 20 au 21 février : Un forum du World Trade Center d'Alger sur les clusters..... | 6 |
| Commerce | 6 |
| Elevage de vaches laitières : Giplait se dotera d'une filiale spécialisée | 6 |
| IRIS inaugure son nouveau : Showroom au Park Mall de Sétif | 7 |
| 20 banques et 9 établissements financiers agréés | 7 |
| Le nouveau méga-méthanier d'Hyproc au port d'Arzew | 8 |
| Transactions & Contrats | 8 |
| Industrie automobile : BMW veut investir dans le montage en Algérie | 8 |
| Régions..... | 9 |
| Projet d'installation de feux tricolores dans 500 carrefours à Alger..... | 9 |



CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malgaïve

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

cciaf@cciaf.org

www.cciaf.org

NOS EVENEMENTS SUR

WWW.CCIAF.ORG

Énergies renouvelables : « L'Algérie possède tous les atouts pour être un pays leader »

Source : El Moudjahid

L'objectif de production par l'Algérie de 22.000 mégawatts en termes d'énergies renouvelables à l'horizon de 2030 sera-t-il atteint ? En tous les cas, et à en croire le directeur général du CDRE, le développement de l'alternative à l'énergie classique commencera bientôt à prendre forme grâce au lancement d'ici peu d'un premier projet de 4.000 mégawatts. « Déjà que les appels d'offre ont été rendus publics et dans les prochaines semaines, ça va s'éclaircir davantage ». Le DG du Centre de développement des énergies renouvelables rappelle que le programme de 22.000 mégawatts répond au souci de la forte consommation énergétique, en hausse permanente dans notre pays, et assure qu'à présent, l'Algérie possède « tous les atouts » pour occuper la place de « leader » dans ce domaine et prévenir par la même sa « précarité énergétique ». « N'oubliez pas que nous avons un avantage essentiel, en l'occurrence un important ensoleillement, chose qui permet d'installer de puissantes centrales photovoltaïques », a-t-il observé en soulignant dans la foulée la présence de nombreux chercheurs et techniciens formés dans le domaine. Pour le DG du CRED, le capital de « connaissances » engrangé durant l'exploitation des premières centrales, d'une capacité totale de 400 mégawatts réalisées au sud du pays et dans les Hauts Plateaux permettra non seulement de gérer cet important programme mais également de contribuer à « l'accélération » la cadence à travers le lancement d'autres projets du même type et l'exploitation de la ressource éolienne, notamment. « En

plus de résorber une consommation énergétique interne d'énergie, en hausse chaque année de 7 à 8%, et tirée, pour une large part, de l'exploitation des ressources fossiles, la création de stations solaires sera mise à profit pour créer un nombre important PME, les petites et moyennes entreprises, et surtout de générer quelques 400.000 emplois », a révélé Yassa au micro de Souhila El Hachemi, affirmant qu'à l'instar des grandes compagnies pétrolières internationales, Sonatrach a commencé à investir dans l'exploitation du renouvelable, un programme auquel des opérateurs publics et privés et des investisseurs étrangers ont été également conviés à contribuer. Classé par le gouvernement comme « priorité nationale », le développement des énergies renouvelables en Algérie constitue l'un des axes majeurs du nouveau modèle de croissance, lancé, pour rappel en 2016. Ambitieux, le programme en question repose notamment sur les filières du solaire photovoltaïque et de l'éolien et ses retombées seront très significatives en termes de création d'emplois, d'industrialisation, de développement technologique et d'acquisition de savoir-faire, contribuant ainsi à la croissance et à la modernisation économique du pays ainsi qu'à la préservation de l'environnement. Selon les experts, l'utilisation accrue des énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique pourraient conduire à des économies de 42 milliards de dollars sur 15 ans, avec 60 milliards de dollars d'investissement prévus. Cependant, l'un des objectifs majeurs du programme algérien dans le domaine des énergies renouvelables est également de « favoriser » la production en Algérie des équipements de la filière pour « éviter » que notre pays se retrouve dépendant des fournisseurs étrangers. Et dans le but d'encourager et de soutenir les industriels dans la réalisation de ce programme, il est prévu entre autres la réduction des droits de douane et de la TVA à l'importation pour les

composants, matières premières et produits semi-finis utilisés dans la fabrication des équipements en Algérie, dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Importation de véhicules : Baisse à 50.000 unités en 2017

Source : El Moudjahid

Les spéculations sur le nombre des quotas de véhicules neufs pour l'année 2017 vont bon train. Les concessionnaires automobiles présents sur le marché algérien aspiraient décrocher un quota allant entre 82.000 et 120.000 unités, néanmoins rien de cela ne sera possible.

Pour 2017, le quota que doivent importer les concessionnaires ne dépassera point les 50.000 unités, soit 40.000 unités de moins que les six derniers mois de l'exercice précédent. Un chiffre qui fera baisser sensiblement le coût des importations de véhicules en dessous d'un milliard de dollars.

Aussi, les quotas d'importations automobiles attribués par le ministère de l'Industrie et des Mines seront revus sensiblement à la baisse durant l'année 2017, et cela pour freiner davantage les importations du secteur automobile qui n'était pas, il n'y a pas longtemps, l'un des plus grands importateurs, puisque la facture d'importation des véhicules a dépassé en 2015 les 3,14 milliards de dollars (265.523 véhicules importés), contre 5,7 milliards de dollars (417.913 unités) en 2014.

La baisse des quotas imposée par le gouvernement est une nouvelle manière de limiter la sortie de la devise vers d'autres lieux et freiner les importations des véhicules, tout en soutenant le montage local en SKD,

comme première étape, et encourageant les projets d'investissements industriels et semi-industriels dans le secteur.

À travers la nouvelle stratégie industrielle réfléchi par le gouvernement, l'industrie automobile en Algérie commence à s'installer d'une façon claire, ce qui permettra la création de milliers d'emplois directs et indirects. Ce qui est certain, c'est que les concessionnaires qui seront avantagés sont ceux qui apporteront de la valeur ajoutée à l'économie nationale, à travers la réalisation de sites industriels dédiés à la production automobile, à la création d'emploi et l'exportation, plus particulièrement vers les pays africains.

L'autre point positif de la politique de promotion de la production nationale est la possibilité pour les Algériens d'acquérir un véhicule neuf en contractant un crédit à la consommation auprès d'une banque publique ou privée.

Les marques qui ont déjà commencé à proposer leurs modèles avec la formule crédit sont Renault et Hyundai, qui disposent d'unités d'assemblage à l'ouest du pays, en attendant la réalisation des sites industriels du groupe Volkswagen (Volkswagen, Seat, Audi, Skoda et Volkswagen utilitaires), de Suzuki et de l'allemand BMW, dont l'entrée en production des usines est prévue au courant de l'année 2017.

D'autres projets pour le montage de véhicules particuliers et de camions sont en cours d'étude et de négociations entre les constructeurs et le gouvernement. Cette mesure restrictive pourrait s'expliquer par le fait qu'une douzaine de constructeurs produiraient en 2017 des quotas suffisants en Algérie pour répondre aux besoins du marché.

Concernant l'attribution des quotas, selon certaines sources, les concessionnaires seront destinataires en mai prochain de leur quota, ce qui leur permettra de répondre à la demande croissante de leurs clients en attendant d'un véhicule. Il faut savoir que la non-disponibilité des véhicules chez les concessionnaires a fait que le Salon international de l'automobile d'Alger a été reporté pour le mois de septembre prochain, au lieu du traditionnel mois de mars.

Gel des domiciliations bancaires pour les entreprises désireuses d'importer des véhicules pour leur propre compte

La situation risque d'être un peu plus tendue sur le marché, lorsque l'on sait que la Banque d'Algérie a instruit les banques et les établissements financiers de geler, à compter du 2 février 2017, toute domiciliation d'importation de véhicules par les entreprises pour leur propre compte, en attendant la mise en place d'un nouveau mécanisme d'encadrement.

«Il est porté à la connaissance des banques et établissements financiers que les autorités compétentes s'apprêtent à mettre en place un nouveau mécanisme d'encadrement des importations de véhicules par les entreprises pour leur propre compte», lit-on dans la note adressée par la Banque d'Algérie aux banques et établissements financiers

«Dans l'attente de la mise en place de ce mécanisme, les banques et les établissements financiers sont invités à geler, à compter du 2 février 2017, toute domiciliation de ce type d'importation», poursuit la note.

Les présidents-directeurs généraux et les directeurs généraux des banques et établissements financiers

«sont priés de veiller à une application rigoureuse» de cette note, affirme encore la Banque d'Algérie.

En attendant que les pouvoirs publics prennent de nouvelles dispositions, l'État table sur une production annuelle de 500.000 véhicules d'ici la fin de la décennie en 2020, pour tous les producteurs d'automobiles.

SANIST 2017 : La sous-traitance, un facteur d'intégration industrielle

Source : El Moudjahid

L'adoption récente de la loi d'orientation sur la petite et moyenne entreprise devra ouvrir de grandes perspectives au développement de la filière de sous-traitance, en Algérie. Un axe retenu dans le cadre de la réorganisation du secteur public marchand, comme étant un facteur d'intégration industrielle et qui devra bénéficier d'actions de soutien pour asseoir une véritable stratégie pour la promotion de ce segment naissant mais prometteur. Le ministre de l'Industrie et des Mines, M. Abdeslam Bouchouareb, a déclaré, lors de sorties sur le terrain, que «l'année 2017 sera celle de la sous-traitance», qui est «l'une des priorités primordiales du gouvernement, et ce afin de booster la machine industrielle locale au lieu de recourir à l'importation». Aussi, les mesures incitatives, au titre de la loi de finances 2017, prises en faveur des investisseurs dans ce créneau traduisent cette volonté quant à l'encouragement de cette activité par les pouvoirs publics dans le sillage de la politique de production-substitution. La sous-traitance ainsi dotée d'un encadrement spécifique, et d'objectifs précis, devra restituer son rôle dans la nouvelle stratégie industrielle. Il s'agira essentiellement de consolider les filières appelées à concourir à l'émergence de pôles de production selon des normes et standards

internationaux. Dans cette optique, la 4e édition du Salon national inversé de la sous-traitance « SANIST », qui sera organisé, 03 au 06 avril 2017 au Palais des Expositions des Pins Maritimes à Alger, sous le haut patronage du le Président de la République, avec le soutien actif du ministère de l'Industrie et des Mines et en partenariat avec la SAFEX, l'ANDI et les Bourses de sous-traitance devra mettre en évidence l'importance de cette activité dans l'accompagnement de l'industrie nationale et la nécessité pour les investisseurs de contribuer à son, développement. Aussi, le Salon se fixe comme objectif de promouvoir les relations de sous-traitance entre les entreprises nationales industrielles, grandes entreprises, PMI et micro entreprises, de renforcer le tissu industriel et substituer la production locale aux importations. Il y a lieu de souligner que dans le cas de Salon inversé de sous-traitance, les exposants qui sont les acheteurs viennent exposer leurs besoins en produits, fournitures ou services. Les vendeurs sont là en visiteurs pour prendre connaissance des besoins des acheteurs et y répondre, sur la base des conditions techniques et commerciales exigées, et de négociations entre les deux parties. Par conséquent, le SANIST est un Salon réservé exclusivement aux industriels et prestataires de services nationaux, excluant toute présence, qu'elle soit, directe ou indirecte d'entreprises ou de fournisseurs étrangers, ni en qualité d'exposant ni en qualité de visiteur.

Le Salon qui intervient dans une phase décisive de l'industrie nationale, est, dans ce sens, une traduction concrète des orientations des autorités du pays visant la promotion, le développement et la protection de la production nationale. Les objectifs ciblés consistent à « permettre à un maximum de donneurs d'ordre et de receveurs d'ordres algériens de se rencontrer, à contribuer à la substitution de la production nationale aux importations, à accroître l'intégration industrielle

nationale par le développement de la sous-traitance, à améliorer la connaissance du potentiel de production nationale. Il s'agira également de « favoriser la diversification de la production nationale, et de susciter des investissements de la part des PME et des PMI pour répondre aux besoins exprimés par les donneurs d'ordres et non satisfaits par le potentiel existant ».

Développement durable : Les légumineuses, de puissants alliés

Source : El Moudjahid

La FAO a clôturé vendredi l'Année internationale des légumineuses (AIL), estimant que « les haricots, les lentilles et les pois chiches sont de petits mais puissants alliés en vue de réaliser les objectifs de développement durable», a-t-elle indiqué sur son site web. Par définition, les légumineuses sont les graines sèches et comestibles des plantes qui appartiennent à la famille des légumes et elles sont remplies de minéraux tels que le fer, le zinc et le folate. De l' "houmous" au "falafel", en passant par le "dahl" et les haricots cuits, les légumineuses font partie depuis des siècles de nombreux régimes alimentaires à travers le monde. Pour rappel, l'Année internationale des légumineuses a été lancée en novembre 2015, avec le slogan «Des graines pour nourrir l'avenir» et l'Assemblée générale de l'ONU a chargé la FAO de diriger sa mise en œuvre. Depuis, il a été question d'encourager les connexions entre acteurs clés, par exemple entre organisations d'agriculteurs et secteur privé, afin de faciliter le partage d'informations et le dialogue politique sur la production, le commerce et la consommation de légumineuses. Des experts en politique et en recherche ont résolu des problèmes majeurs liés aux légumineuses lors de forums internationaux et des comités nationaux

ont été établis, a indiqué la FAO, a informé la même source.

Le Venezuela maintient sa coordination avec l'Algérie

Source : APS

Le Venezuela maintient sa coordination avec l'Algérie pour "rééquilibrer" le marché pétrolier et obtenir des prix "justes et durables", a indiqué samedi à Alger la ministre vénézuélienne des Relations extérieures, Delcy Eloina Rodriguez Gomez.

"Nous maintenons notre coordination, pour rééquilibrer le marché et obtenir des prix justes et durables" qui prennent en considération les intérêts des pays producteurs et le fonctionnement global de l'économie mondiale, a-t-elle déclaré à son arrivée à l'aéroport international Houari Boumediene.

La ministre vénézuélienne des Relations extérieures, accompagnée du ministre Pétrole et des Mines, Nelson Martinez, effectue une visite de travail en Algérie. Ils ont été accueillis à leur arrivée par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra et le ministre de l'Energie, Noureddine Boutarfa.

Elle a ajouté qu'au "sein de ce consensus, c'est l'équilibre de tout le marché mondial que nous tentons d'obtenir et l'Algérie et le Venezuela sont comme toujours unis".

Sa tournée avec le ministre du Pétrole du Venezuela dans plusieurs pays, "entre dans le cadre du comité de monitoring de l'OPEP", a-t-elle expliqué.

La chef de la diplomatie vénézuélienne a soutenu que "naturellement nous ne pouvons pas effectuer cette tournée sans passer par l'Algérie", soulignant que "nous sommes ici avec de très bonnes nouvelles, sur la bonne mise en oeuvre de cet accord historique (de l'OPEP) et sur la bonne discipline que tiennent les pays et ce à peine un mois après l'entrée en vigueur de cet accord".

Mme Rodriguez Gomez a relevé qu'outre l'amitié qui lie les deux peuples, "nous sommes deux pays membres de l'OPEP et des pays non-alignés, nous partageons non seulement des relations bilatérales, mais nous sommes également liés au plan international".

Elle a ajouté que le Venezuela et l'Algérie partageaient "une même politique indépendantiste", en faveur de la défense de "la souveraineté des peuples et de la liberté face aux pouvoirs impérialistes", précisant que "nous croyons à la mise en oeuvre d'un monde multipolaire. Nous sommes des pays du Sud qui font émerger un nouveau monde".

"Nous sommes ici dans un pays frère (...) Nous vous transmettons les salutations particulières du président Maduro au président de la République, Abdelaziz Bouteflika et au peuple algérien frère", a-t-elle conclu.

Les besoins de consommation nationale de lait sont estimés à 4,5 milliards de litres

Source : APS

Les besoins de consommation nationale de lait sont estimés à 4,5 milliards de litres, a-t-on appris jeudi à Mostaganem du président de la chambre nationale d'agriculture, Doubi Bounoua.

Présidant une journée d'étude technique régionale sur la relance de la filière lait, M. Bounoua a souligné qu'en dépit de la hausse de la quantité de production nationale du lait ces dernières années, les besoins actuels sont de 4,5 milliards de litres.

Pour satisfaire ces besoins, toutes les entraves doivent être relevées dans cette filière et un dispositif doit être mis en place partant de la production jusqu'à la commercialisation, passant par la collecte, a-t-il suggéré.

Le président de la chambre nationale d'agriculture a fait savoir que la production nationale du lait est passée de 1.583.590.000 en 2009 à 3.753.766.000 litres en 2015, soit une augmentation moyenne annuelle de 23 pour cent, ajoutant que le nombre de vaches laitières est passé de 1.007.230 têtes en 2001 à 1.107.000 en 2015.

S'agissant de la collecte du lait au niveau national, M. Doubi Bounoua a souligné qu'elle a atteint 944.909.000 litres en 2015 contre 158.350.000 l en 2009, soit un taux de croissance annuel moyen de près de 23 pc.

Des représentants de la direction des services agricoles (DSA) de Mostaganem ont signalé que la production du lait a augmenté dans la wilaya de plus de 77 millions de litres lors de la campagne 2009-2010 à environ 97 millions lors de la campagne 2015-2016, ajoutant que la collecte du lait est passée de plus de 4 millions de litres à plus de 10 millions durant la même époque.

La wilaya de Mostaganem dispose actuellement de 30.000 têtes bovines dont 20.000 têtes de vaches laitières .

Par ailleurs, les participants à cette rencontre ont recommandé d'intensifier de la culture fourragère,

d'élargir le soutien à l'alimentation du bétail, de faciliter l'accès au crédit Rfig, de moderniser le domaine pour augmenter la production et le rendement, de former les éleveurs, les collecteurs et les transformateurs et de les structurer dans des associations et corporations.

Cette journée d'étude, initiée par la chambre d'agriculture de la wilaya de Mostaganem, a regroupé des éleveurs de bovins, des collecteurs de lait et des vétérinaires des wilayas de Mostaganem, d'Oran, de Sidi Bel-Abbès, de Relizane, de Mascara et d'Ain Témouchent.

Plus de 20 entreprises à Alger intéressées par l'utilisation de l'énergie solaire

Source : APS

Plus de 20 entreprises publiques et privées, implantés au niveau des zones industrielles de Rouiba et Oued Semar, ont manifesté leur intérêt pour l'utilisation de l'énergie solaire pour réduire leur facture d'électricité, a-t-on appris jeudi.

Ces entreprises ont fait appel à une expertise technique pour réduire leur consommation en électricité de près de 40%, a indiqué à l'APS, Mme Myriam Fournier Kacimi, directrice de "Sungy", une entreprise privé spécialisée en énergie solaire au cours de la 2ème journée du salon international de la promotion immobilière (SIPIAU 2017) au Palais des Expositions (Pins maritimes).

Des plaques photovoltaïques vont être installées au niveau de ces entreprises dès l'achèvement de l'étude technico-économique d'ici 2018, marquant ainsi le point de départ de cette expérience à la wilaya d'Alger, selon la même responsable.

La directrice de "Sungy" a relevé en outre des initiatives de particuliers au niveau de certaines communes de la Capitale, à l'instar d'Hydra et Said Hamdine pour l'utilisation de l'énergie solaire en tant qu'alternative à même de contribuer grandement à réduire la facture gaz et électricité

Ainsi "Sungy" a procédé à l'installation de cellules photovoltaïques au dessus de certaines habitations, a indiqué Mme. Kacimi, précisant que les coûts de telles opérations commençaient à partir de 1 million DA, et permettent au bénéficiaire de réguler sa consommation énergétique sur 20 années.

Pour sa part, l'expert foncier et propriétaire du site "Ikeria.com", Lotfi Ramdani a prôné la sensibilisation des citoyens au fait que la gestion immobilière est la responsabilité de tout un chacun et à la diffusion de la culture de la cohabitation.

Il a estimé que la commune d'Alger centre était "un modèle réussi" en termes de rapprochement du citoyen pour les collectivités locales à travers le travail de proximité.

[Du 20 au 21 février : Un forum du World Trade Center d'Alger sur les clusters](#)

Source : Algérie Eco

Le World Trade Center d'Alger organise les 20 et 21 février en cours, un forum consacré aux pôles de compétitivité (Clusters) qui rassemblera toute une panoplie d'experts et chefs d'entreprises installés en Algérie et à l'étranger pour débattre des stratégies qui pourraient le mieux convenir à l'environnement algérien des affaires.

L'objectif central assigné à cette rencontre consiste à cerner avec autant de précision que possible les conditions d'émergence d'un large tissu de PME adaptées compétitives et innovantes mais parfaitement intégrées à leur environnement immédiat.

Ce Forum organisé dans le but de consolider les expériences des pôles de compétitivité présents sur l'ensemble du territoire algérien, vise également à ouvrir la voie à d'éventuels partenariats et susciter de nouveaux courants d'affaires dont pourraient tirer profit les opérateurs économiques qui seraient intéressés.

Les conférences et colloques sont perçus par les organisateurs du forum, comme un catalyseur de dialogue constructif entre acteurs économiques, décideurs des secteurs public et privé, experts nationaux et internationaux qui connaissent parfaitement les avantages et inconvénients de l'environnement des affaires algérien.

Les organisateurs nous apprennent également que l'assistance du forum sera constituée de chefs d'entreprises (45%), de hauts fonctionnaires (10%), de managers hautement qualifiés (35%) et d'experts consultants (10%).

Au programme il y aura la présentation de divers clusters opérant en Algérie, en France et dans certains pays du Maghreb, des panels consacrés à l'agroalimentaire, à la mécanique de précision ainsi qu'au numérique et à l'électronique.

Le forum s'achèvera dans l'après midi du 21 février par un débat général, duquel devrait émerger le train de mesures destiné à aider les PME à émerger en nombre dans les clusters existants ou à créer.

COMMERCE

[Elevage de vaches laitières : Giplait se dotera d'une filiale spécialisée](#)

Source : El Moudjahid

Le nouveau groupe "Lait et Giplait" va investir dans l'amont de la filière lait avec la création durant l'année en cours d'une filiale spécialisée dans l'élevage de bovins laitiers et la production de lait de vache, a indiqué le PDG de ce groupe public, Mouloud Harim. La nouvelle filiale "Agro élevage" de Giplait aura à son actif la gestion de 19 fermes pilotes attribuées récemment au groupe par le Conseil des participations de l'Etat (CPE). "Cela va nous permettre d'être dans l'amont de la filière lait", a précisé M. Harim. Spécialisé auparavant dans la transformation et la commercialisation du lait et produits laitiers, l'ex-Giplait (groupe industriel des productions laitières) s'est transformé en groupe "Lait et Giplait", et ce, dans le cadre de la réorganisation du secteur public marchand décidé par le gouvernement. La restructuration de ce groupe relevant du secteur de l'agriculture, du développement rural et de la pêche, a induit une fusion absorption de ses 15 filiales pour en constituer cinq entités actuellement dont deux à l'Est, une au Centre et deux à l'Ouest du pays. L'Agro élevage sera donc la sixième filiale du groupe dont la principale mission est de transformer les 19 fermes pilotes en "fermes modernes" de production de "lait de qualité", a indiqué M. Harim. Outre le repeuplement des étables, le projet compte également la création de pépinières de génisses dans ces exploitations, des centres de collecte auprès des éleveurs qui orbitent autour de ces fermes, des salles de formation au profit des éleveurs ainsi que des unités de commercialisation des produits d'hygiène, d'après le même responsable. Une partie de ces exploitations sera consacrée à la production fourragère

en vue d'approvisionner les éleveurs conventionnés avec les laiteries du groupe. Avant de lancer le programme d'investissement visant la modernisation de ces fermes, le groupe doit effectuer prochainement une évaluation sur le terrain afin de relever les points forts et les points faibles de ces exploitations dont certaines dépassent les 2.000 hectares. "Pour nous, c'est un potentiel très important que nous comptons valoriser en installant des élevages modernes afin de produire du lait de qualité", a ajouté le même responsable. "C'est un défi : nous allons tout faire pour transformer ces fermes de telle sorte qu'elles rayonnent au niveau des régions de leur implantation", a-t-il souligné, sans avancer de chiffres sur le coût de cet investissement, lequel sera déterminé après la phase d'évaluation. M. Harim a précisé, en effet, que les moyens financiers du groupe étaient "largement suffisants" pour reprendre ces fermes et les moderniser en vue d'augmenter la production laitière locale. Néanmoins, il n'a pas écarté la possibilité d'intégrer un partenaire dans ce projet. "Pour le moment, c'est Giplait qui va consentir cet investissement, mais si demain on trouve un partenaire avec lequel on peut aller plus loin on le fera", a-t-il dit. Pour développer ces fermes, Giplait compte associer les instituts et les centres techniques spécialisés tel que le Centre national d'insémination artificielle et de l'amélioration génétique (Cniaag) notamment pour le développement des pépinières de génisses. L'objectif étant de permettre aux éleveurs d'acheter des génisses à haut potentiel au niveau local au lieu de les importer. Ils pourront également rembourser les vaches achetées par la livraison du lait aux laiteries du groupe, explique M. Harim. En parallèle à cette nouvelle mission, Giplait continuera de produire du lait pasteurisé conditionné en sachet (LPC) fabriqué à base de la poudre de lait importée et dont le prix (25 DA/litre) est subventionné par l'Etat. Le groupe détient plus de 50% des parts du marché de ce produit. Avec

une production annuelle de 1,8 milliard de litres, les filiales du groupe sont tenues de répondre aux besoins du marché, d'intervenir en cas de déséquilibre ou déficit en LPC, et ce, grâce à une politique de distribution par zone. Pour assurer ce rôle de régulateur du marché, le groupe a investi plus de 5 milliards DA au cours de ces dernières années. "Nous avons changé beaucoup d'équipements, sécurisé l'outil de production et augmenté les capacités de production", a indiqué M. Harim. Par ailleurs, Lait et Giplait compte lancer cette année de nouveaux produits dont le lait pasteurisé conditionné en carton fait à base de lait de vache et qui sera vendu à prix libre entre 55 et 60 DA/litre. "C'est un produit de bonne qualité puisqu'il va garder toutes ses qualités organoleptiques. Cela va nous permettre de changer le modèle de consommation des Algériens habitués à prendre du lait fabriqué à base de la poudre importée", a fait valoir le même responsable.

[IRIS inaugure son nouveau : Showroom au Park Mall de Sétif](#)

Source : Le Soir d'Algérie

IRIS continue sa politique de proximité à travers le renforcement du déploiement de son réseau de showrooms. Ainsi, jeudi dernier, les cadres du leader de l'électronique en Algérie ont organisé la cérémonie d'inauguration de leur 46e showroom sur le territoire national.

Ce showroom situé au niveau du rez-de-chaussée du Park Mall de Sétif sur une superficie globale de 205 m², est le deuxième showroom d'IRIS à Sétif ce qui dénote l'importance de cette région et surtout la demande croissante des consommateurs algériens sur les produits IRIS. Du coup, les responsables de la marque locale ont tenu à répondre aux attentes de leurs clients

en leur ouvrant un nouvel espace dans lequel ils seront en mesure de trouver toute la gamme des produits IRIS à des prix étudiés, couverts par une garantie mais aussi par un service après-vente de choix. Avec plus de 200 m² de superficie d'exposition, cette nouvelle boutique de la marque accueille une large gamme de produits répartie sur plusieurs zones.

Les produits électroménagers, à savoir téléviseurs, réfrigérateurs, cuisinières, fours électriques, climatiseurs et produits IT&Mobile seront mis en avant dans cette boutique. Ce sera aussi l'occasion pour les clients de découvrir les nouveautés de la marque. En plus des différents produits, l'espace TV, accueillera le OLED TV en avant-première. La partie IT&Mobile profite d'un large espace d'exposition, avec plusieurs comptoirs pour mettre en lumière l'ensemble des modèles de terminaux commercialisés en Algérie par la marque IRIS. Les clients pourront découvrir le nouveau arrivé de la gamme VOX, à savoir le VOX POP ainsi que la nouvelle tablette compatible 4G, La G 8020.

Pour fêter l'ouverture de ce nouvel espace, une remise exceptionnelle de 10% est accordée sur place pour tous les produits exposés sur place et les visiteurs du Mall pourront donc profiter de cette offre pendant un mois. Notons qu'IRIS est la marque commerciale de l'entreprise algérienne «Saterex» créée en fin 2004, et aujourd'hui employant plus de 2 500 personnes, spécialisées dans la fabrication des produits électroniques, électroménagers, IT & Mobile.

[20 banques et 9 établissements financiers agréés](#)

Source : Liberté

La Banque d'Algérie vient de publier la liste officielle des banques et établissements financiers agréés en Algérie. La décision publiée au Journal officiel de la République algérienne n°02 du 11 janvier 2017, série 29 institutions financières dont 20 banques et 9 établissements financiers. Pour ce qui est des banques agréées en Algérie, il s'agit de 6 banques publiques, à savoir la Banque extérieure d'Algérie, la Banque nationale d'Algérie, le Crédit populaire d'Algérie, la Banque de développement local, la Banque de l'agriculture et du développement rural, Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (Cnep Banque), en plus de la banque à capitaux mixtes Al-Baraka d'Algérie. Pour les banques privées à capitaux étrangers, elles sont au nombre de 13, à savoir la City Bank N.A. Algérie (succursale de banque) ; Arab Banking Corporation-Algérie ; Natixis Algérie ; Société générale Algérie ; Arab Bank PLC Algérie (succursale de banque) ; BNP Paribas Al-Djazair ; Trust Bank-Algérie ; The Housing Bank For Trade And Finance Algérie ; Gulf Bank Algérie ; Fransabank Al-Djazair ; Crédit Agricole Corporate et Investment Bank -Algérie ; HSBC-Algérie (succursale de banque) et enfin Al Salam Bank-Algérie. Pour ce qui est des établissements financiers, il s'agit de Société de Refinancement Hypothécaire ; Société financière d'investissement, de participation et de placement-SPA (Sofinance-SPA) ; Arab Leasing Corporation ; Maghreb Leasing Algérie ; Caisse nationale de mutualité agricole ; Cetelem Algérie ; Société nationale de Leasing-SPA ; Ijar Leasing Algérie-SPA et El-Djazair Ijar-SPA.

[Le nouveau méga-méthanier d'Hyproc au port d'Arzew](#)

Source : Liberté

Tessala, le nouveau Tanker acquis par la compagnie Hyproc Shipping Company, filiale de l'entreprise

Sonatrach et leader national dans le transport maritime des hydrocarbures, est arrivé en fin de semaine à bon port en provenance de la Corée du sud et se trouverait actuellement en rade quelque part dans la baie d'Arzew, non loin du port pétrolier de Béthioua, a-t-on appris de sources maritimes concordantes. Ce méga-méthanier avait été commandé, rappelons-le, par la SN Hyproc en 2010. Le Tanker, qui devra transporter du gaz naturel liquéfié (GNL), a entamé sa première traversée marine sous pavillon algérien depuis le chantier naval en Corée du sud. Il vient renforcer la flottille nationale d'hydrocarbures et affiche une longueur hors tout de 291m et un maître-bau (plus grande largeur) de 46 m, alors que sa contenance maximale serait de 112 867 m3 de GNL. Dans un autre contexte, et toujours selon nos sources, le Tessala tournerait en rond actuellement en rade à quelques miles de la côte arzewienne jusqu'au 23 février prochain, date de son accostage au port de Béthioua El-Djadid pour être inauguré le lendemain par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, à l'occasion des cérémonies officielles du 24 Février, relatives à la nationalisation des hydrocarbures et la création de l'UGTA. Notons enfin que les derniers navires acquis et réceptionnés par la SN Hyproc ont été le méthanier Cheikh Bouamama en 2008, et le Cheikh El-Mokrani, livré en juillet 2007. Le méga-méthanier Lalla Fatma n'Soumer, d'une capacité de transport de 145 000 m3, a été, quant à lui, livré en octobre 2004. Cette filiale de Sonatrach dispose de 8 navires de transport de GNL, 6 navires de transport de gaz de pétrole liquéfié (GPL) et 2 bitumiers.

TRANSACTIONS & CONTRATS

[Industrie automobile : BMW veut investir dans le montage en Algérie](#)

Source : El Moudjahid

Pour pouvoir exercer sur le marché algérien de l'automobile et obtenir le fameux sésame, à savoir l'agrément, le concessionnaire ou le représentant d'un constructeur doit impérativement réaliser un projet industriel ou semi-industriel dans ledit secteur, comme l'exigeait la loi de finances de 2014. À cet effet, bon nombres d'acteurs du marché de l'automobile ont mis la clef sous le paillason, ceux-ci n'ayant pu proposer un projet en bonne et due forme.

Parmi les marques voulant investir à long terme en Algérie, la marque allemande de prestige BMW (Bayerische Motoren Werke), dont le principal défi aujourd'hui est de marquer le retour de la marque sur le marché local, après de nombreuses années d'absence, et la réalisation d'un mégaprojet de montage des modèles de cette marque qui n'est plus à présenter.

L'introduction de BMW récemment en Algérie est le fruit d'un partenariat entre Luxury Motor Works, détenue par le groupe d'affaires algérien Mehri (51%), et Abu Dhabi Motors (49%). La marque allemande de voitures haut de gamme est en négociation avancée, et pourrait signer le contrat «dans les tout prochains jours», selon une source très au fait du dossier.

BMW, premier constructeur mondial des véhicules de luxe depuis 2005, prévoit un lourd investissement afin de mettre sur pied un projet de haute facture, et sera, s'il venait à être concrétisé, la troisième marque allemande à investir dans le montage automobile après Mercedes-Benz et Volkswagen, avec Sovac.

Le groupe BMW, qui détient également les marques britanniques Mini et Rolls Royce, a produit, en 2015, plus de 2,2 millions d'unités de luxe commercialisées un peu partout dans le monde. La direction générale de

Luxury Motor Works, représentant officiel des marques BMW et MINI, affiche ses ambitions et compte bien remettre BMW à la place qui lui revient naturellement, celle d'une marque premium, avec le ferme objectif de devenir leader.

À part les groupes Volkswagen et BMW, qui ont vraiment affiché leur intention d'investir dans le montage en Algérie, de nombreux autres dossiers d'investissement dans le secteur sont actuellement à l'étude au niveau du ministère de l'Industrie et des Mines, pour obtenir l'aval final.

Volkswagen, qui vise 500.000 véhicules par an à partir de 2019, Hyundai, qui a récemment produit la première Santa Fe locale à Tiaret, et qui vise 100.000 véhicules par an à partir de 2018, ou encore Renault, produisant environ 40.000 véhicules par an entre ses deux modèles phare. Au total, ce sont plusieurs dizaines de milliers d'emplois directs et indirects, du transfert de connaissances et de la formation dans des métiers hautement spécialisés.

Bien que le taux d'intégration des usines soit présentement relativement faible, il est raisonnable de s'attendre à ce que ce taux progresse et génère des retombées socioéconomiques de plus en plus importantes et bénéfiques pour le pays avec le temps. Ceci d'autant que de nombreux promoteurs privés se lancent dans la production de moteurs, de pièces de rechange, de plaquettes de frein, de câbles électriques, de pare-brises et de pièces de verre, essentielles pour une industrie dynamique.

Ceci sans oublier le constructeur japonais Suzuki qui, en partenariat avec le groupe Tahkout, qui réalise déjà l'assemblage en CKD de la marque sud-coréenne Hyundai, a annoncé, cette semaine, le montage, dès le

troisième trimestre de l'année 2017, de deux modèles, à savoir Suzuki Swift et Suzuki Alto.

REGIONS

Projet d'installation de feux tricolores dans 500 carrefours à Alger

Source : APS

Quelque 500 carrefours de la wilaya d'Alger seront dotés de feux tricolores, dans le cadre d'un projet-pilote pour une gestion centralisée du trafic urbain, a indiqué jeudi, à Oran, le directeur des transports terrestres et urbains au niveau du ministère du Transport, Salem Salhi.

Interrogé en marge d'une journée d'étude organisée par l'APW d'Oran, sur Les mécanismes pour l'activation du Plan de transport du groupement d'Oran M. Salhi a affirmé que "la wilaya d'Alger a mis en place, avec des partenaires espagnoles, une société mixte de droit algérien, pour la réalisation d'un système de régulation de trafic urbain au niveau de la wilaya d'Alger".

Il s'agit d'un projet-pilote baptisé "Système intelligent de gestion dynamique de la mobilité urbaine", qui comprend une gestion centralisée des feux tricolores à Alger.

La première phase du projet consiste à doter quelque 200 carrefours de feux tricolores, et 300 autres dans un second temps, pour atteindre un nombre global de 500 carrefours, qui couvriront l'ensemble de la wilaya.

Ces feux seront ainsi gérés par un centre de régulation, implanté dans la commune de Kouba, grâce à des données sur l'état de trafic recueillies par des boucles

de détection installées dans différents points dans l'agglomération.

Le plan de feux et la durée des cycles seront adaptés à l'état du trafic, note le responsable, ajoutant que ce système participera à une gestion efficace du trafic urbain dans la wilaya d'Alger.

Sur un autre registre, M. Salhi a indiqué que le financement du projet des "Bus à haut niveau de service (BHNS)", qui seront introduits dans les transports en commun en Algérie, selon récente déclaration du ministre du Transport, se fera dans le cadre de la concession.

La stratégie du secteur du transport, comme beaucoup d'autres secteurs, s'étant orientée sur les financements en dehors des budgets de l'Etat, en raison de la situation économique du pays, le projet des BHNS devra ainsi être porté par des investisseurs privés.

Les BHNS est un concept datant du début des années 2000, et qui utilise, à de fortes fréquences, avec une rotation toutes les 5 à 10 min en heures pleines et moins de 15 min en heures creuses, en plus d'une amplitude horaire élevée (circulation la semaine, en soirée et le week-end).

Cette rencontre portant sur les mécanismes de l'activation du plan de transport du groupement d'Oran a, par ailleurs, vu la participation de l'ensemble des intervenants dans le domaine du transport, collectivité locale et société civile, qui ont émis de multiples propositions pour la concrétisation de ce plan, validé en 2014.

"Ce plan a été oublié dans les tiroirs", estime le wali d'Oran Abdelghani Zaalane, qui a ordonné de recourir

le plus rapidement possible à des réunions de coordination entre les communes et la direction de transport pour mettre en place un canevas sur toutes les opérations à entreprendre à court, moyen et long termes, pour solutionner les problèmes du secteur.